

## DOCUMENT SUR LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT

Les citoyens européens ainsi que les agriculteurs et les autres acteurs du secteur agricole ont besoin d'une stratégie climatique et environnementale robuste qui regroupe et met sur un pied d'égalité les aspects écologiques, économiques et sociaux. Ces trois aspects sont étroitement liés et tributaires les uns des autres. Par exemple, ceux qui souhaitent engranger des progrès en matière d'écologie dans la société ne peuvent y arriver que si la conception du financement des mesures environnementales et climatiques leur permet d'être appliquées. **Couvrir** les coûts des agriculteurs et non pas les **répercuter** sur eux – voilà des mots clés importants.

**La nouvelle orientation de la politique agricole doit aller au-delà de ce que prévoient les stratégies actuelles du Pacte vert et de la Ferme à la table :** L'orientation actuelle de l'agriculture en faveur de la libéralisation et de la compétitivité au niveau mondial, les pratiques de dumping qui en découlent vis-à-vis des agriculteurs de l'UE et des producteurs d'autres pays, ainsi que la dépendance vis-à-vis des importations, sapent et déstabilisent le système de production de l'UE ainsi que les efforts de protection de l'environnement et du climat. Le succès ou l'échec de la politique climatique dépend inextricablement de la réussite d'une réorientation tant de la politique agricole que commerciale. Par ailleurs, les stratégies vertes doivent mieux tenir compte de la complexité du secteur agricole. En effet, les répercussions positives sur le climat telles que, par exemple, les contributions à la préservation des pâturages permanents grâce à la production laitière n'ont, jusqu'à présent, pas été pris en compte. Toutefois, afin d'établir une politique environnementale et climatique équilibrée, il est essentiel de prendre en compte de tels aspects.

L'European Milk Board reprend les contributions de ses membres qui sont producteurs de lait répartis dans de nombreux pays européens, et transmet des solutions et concepts constructifs auprès des institutions européennes responsables. Incorporer l'expérience des producteurs actifs dans la politique agricole de l'UE n'est pas « en option », mais plutôt le fondement indispensable d'une politique environnementale et climatique solide, durable et équilibrée de l'UE.

**Les paragraphes suivants présentent le contexte et les détails de la position de l'EMB concernant une politique agricole européenne durable sur le plan écologique, social et économique.**

## **I) De quoi avons-nous fondamentalement besoin dans le secteur agricole de l'UE ?**

**Des FERMES STABLES riment avec une agriculture stable et durable et une souveraineté alimentaire solide**

**MAIS les fermes européennes sont intrinsèquement instables.**

La situation problématique des agriculteurs n'offre aucune perspective aux jeunes. **Actuellement, l'agriculture européenne est en voie de disparition.** Sont en train de disparaître :

- Les investissements
- Les marges<sup>1</sup>
- Le nombre d'agriculteurs et de fermes<sup>2</sup>
- Leur revenu
- Et donc leurs moyens de subsistance
- La position sociale et économique des agriculteur.rice.s au sein de la société

En conséquence, aucune base ne permet de garantir une agriculture durable et une souveraineté alimentaire stable et il est essentiel d'apporter des changements fondamentaux. **Nous avons besoin :**

### **1. D'un système permettant une couverture des coûts de la production agricole**

- Arrêter l'exploitation des agriculteur.rice.s au profit d'un secteur doté d'instruments de crises comme le PRM, d'une définition claire du terme de « crise » et une activation fiable et en temps et en heure des mesures de réponse aux crises telles que la réduction volontaire des volumes.
- Lors de la dernière réforme de la PAC, un léger progrès a été accompli sur ce sujet. La réduction volontaire des volumes est à présent mentionnée dans l'OCM (Organisation commune des marchés), mais il manque encore des mécanismes d'activation, ainsi que la garantie que ce mécanisme sera utilisé de façon fiable en cas de crise. Cela doit encore être inclus !

### **2. De nouvelles mesures vertes qui doivent absolument faire de la COUVERTURE DES COÛTS une priorité de premier plan. Le fait de répercuter les coûts sur les agriculteurs doit être perçu comme un tabou !**

- Une compensation financière allant au-delà de la simple couverture des coûts contribuerait en outre à faire mieux accepter les exigences environnementales. Ceci constituerait un incitatif pour la mise en œuvre de prestations environnementales à grande échelle, et donc pour la réussite du Pacte vert.
- Il est essentiel que les agriculteurs soient fortement impliqués dans l'élaboration des mesures → leur expérience pratique doit être mesurée aux idées théoriques qu'il conviendra d'adapter. **Faisabilité !**

<sup>1</sup> Cf. Rapport sur les marges : [https://www.europeanmilkboard.org/fileadmin/Dokumente/Studien/Margen/Margenbericht\\_FR.pdf](https://www.europeanmilkboard.org/fileadmin/Dokumente/Studien/Margen/Margenbericht_FR.pdf)

<sup>2</sup> Entre 2003 et 2016, le nombre d'exploitations agricoles dans l'UE des 27 a diminué et est passé d'environ 15 à 10 millions (- 32 %). D'ici 2040, l'UE pourrait perdre 6,4 millions d'exploitations agricoles supplémentaires, ne laissant qu'environ 3,9 millions d'exploitations agricoles dans l'ensemble de l'UE, soit une baisse impressionnante de 62 % par rapport aux chiffres de 2016 (source : *Schuh, B. et al. 2022, Research for AGRI Committee - The Future of the European Farming Model : Socio-economic and territorial implications of the decline in the number of farms and farmers in the EU, European Parliament, Policy Department for Structural and Cohesion Policies, Brussels*).

## II) À quoi ressemble une production laitière respectueuse de l'environnement et du climat ?

*Les enjeux climatiques actuels ne résultent pas directement des pratiques agricoles. Ils sont principalement une conséquence de l'industrialisation, de la croissance de la population, d'une plus grande prospérité et d'un changement des habitudes de consommation et la consommation accrue des ressources naturelles qui en découle (combustibles fossiles). En raison de la croissance énorme de son efficacité au fil des dernières décennies, l'agriculture a permis aux individus de manger (bien plus qu') à leur faim. Ceci a généré un accroissement de la population et une plus forte prospérité et, en conséquence, un niveau de vie gourmand en ressources naturelles. Ce sont notamment les pays industrialisés et riches qui ont la plus grosse empreinte écologique.*

***Les producteurs de lait de l'EMB défendent une économie circulaire !***

### La position des producteurs de lait

#### **Il est indispensable d'assurer le revenu des agriculteurs**

Le revenu des agriculteurs joue un rôle clé dans la réalisation des objectifs climatiques. Tant que le revenu des producteurs agricoles n'est pas assuré, les éventuelles mesures de protection du climat ne seront souvent pas prises si elles sont synonymes de charge économique supplémentaire.

#### **Pas de dépendance aux aides**

Nous voulons gagner notre revenu par notre travail et la vente de notre produit sans devoir dépendre des aides d'État. L'argent public pourrait être utilisé de façon ciblée et efficace pour répondre à des objectifs ambitieux en matière de protection du climat, du bien-être animal, ou pour promouvoir la diversité des espèces. Pour cela :

#### **Des paiements compensatoires suffisants**

- Les systèmes de paiements compensatoires doivent couvrir les pertes de revenus ainsi que les augmentations de coûts de production.
- Ils doivent être conçus sous forme d'incitatif comportant des montants de paiements compensatoires suffisants (+ un petit bénéfice).
- Ils ne peuvent être financés par le budget agricole actuel de l'UE.

#### **L'activité agricole dans le cadre de circuits naturels**

La politique agricole européenne vise en priorité à rendre l'industrie alimentaire compétitive à l'échelle mondiale et à accéder aux marchés mondiaux – autrement dit, à nourrir le monde quasiment depuis l'Europe. Ceci entraîne l'importation d'aliments pour animaux et donc de nutriments afin de pouvoir obtenir le plus grand nombre possible de produits qui pourront ensuite être exportés à bas prix. Une économie basée sur des circuits naturels n'est donc plus possible. Tant que cette approche politique demeurera prépondérante, le succès de nombreuses mesures de protection du climat sera entravé. Les agriculteurs sont confrontés à la tâche presque impossible de concilier les mesures individuelles de protection du climat avec la rentabilité nécessaire.

**Réduire la dépendance vis-à-vis des aliments pour animaux importés**

Il convient de se concentrer davantage sur une économie basée sur des circuits naturels et régionaux. Cela signifie réduire la dépendance vis-à-vis des aliments pour animaux importés et, par exemple, faire en sorte que les protéines issues de nos propres terres soient plus intéressantes sur le plan économique que les protéines importées.

**Rendre la politique commerciale de l'UE équitable pour les producteurs locaux et les producteurs d'autres pays**

La politique commerciale doit également garantir un approvisionnement en denrées alimentaires produites dans une optique d'économie circulaire. La politique commerciale de l'UE doit être conçue de manière à ce que les normes locales et les prix rémunérateurs à la production agricole ne soient pas compromis et que les collègues d'autres pays du monde ne soient pas défavorisés par nos exportations.

Les importations nuisibles à l'environnement et les importations de dumping (car les normes externes sont moins exigeantes) doivent être interdites par des clauses miroir ! En ce qui concerne la compensation carbone, les importations en provenance de pays tiers doivent être soumises aux mêmes coûts carbone que les produits européens. La taxe sur le CO<sub>2</sub> doit être suffisamment importante pour que la compensation carbone soit réellement efficace.

L'agriculture ne peut pas être incluse dans les accords de libre-échange.

**Tenir compte des effets positifs de la production laitière sur le climat**

Le lait n'est pas en soi climaticide, comme on aime à le suggérer actuellement. On constate que les discussions sont abrégées et que la complexité de la production laitière n'est pas suffisamment prise en compte, ce qui fait que les effets positifs de la production laitière sur le climat ne sont pas assez mis en exergue. L'élevage laitier, par exemple, est indispensable au maintien des pâturages permanents. La vache peut transformer l'herbe que l'homme ne peut pas manger en un lait riche en nutriments. En outre, les pâturages peuvent séquestrer du carbone, ce qui est un point positif à souligner. L'herbe des champs, le trèfle, la luzerne et les autres sous-produits favorisent le développement du humus et ne peuvent être valorisés que par les vaches. Quand on parle de protection efficace du climat, on ne peut donc pas faire abstraction de l'élevage laitier.

**Mieux reconnaître la valeur des pâturages dans le but de produire des effets positifs sur le climat**

La règle est la suivante : un élevage laitier basé sur l'herbe est plus durable qu'un élevage basé sur les concentrés. Cependant, ces dernières années, la production laitière s'est davantage orientée vers les grandes cultures et les zones favorables.

Les pâturages doivent bénéficier d'une meilleure situation économique en raison de leurs excellentes contributions, et cela implique également de ne plus les extensifier. La productivité ne doit pas souffrir d'une fauche tardive et d'un rendement moindre.

La nécessité de défricher les prairies pour qu'elles obtiennent le statut de terres arables devrait être évitée au moyen de règles plus souples.

**Prendre en compte les contributions positives effectuées**

Les contributions positives effectuées en faveur de l'environnement et du climat jusqu'à présent doivent être prises en compte. Un exemple serait le carbone qui a déjà été séquestré par les haies et les arbres dans les pâturages.

**jusqu'à présent et les récompenser**

Ces contributions existantes ne sont pas récompensées, alors qu'elles doivent être adéquatement prises en compte.

**Il n'existe pas de solution unique : Une évaluation spécifique des bilans climatiques est nécessaire**

Il n'existe pas de solution unique pour tous les types d'exploitations et pour toutes les conditions naturelles. Les relations biophysiques dans la production agricole sont complexes. Il n'est donc pas possible de recommander des mesures générales applicables à tous les types d'exploitation et à toutes les conditions naturelles. Le bilan climatique des élevages laitiers doit être évalué de manière plus spécifique, car il est fortement lié au lieu, à la structure, à la culture et à leur utilisation. Les enjeux complexes de la production agricole ne sont souvent pas suffisamment pris en compte dans de nombreuses études en raison d'un objet de recherche (naturellement) limité. Or, lors de l'évaluation et de la classification des conclusions dégagées par les études, c'est un aspect qu'il convient de toujours prendre en compte. Les généralisations, telles qu'elles sont souvent exprimées dans le débat public, ne sont que peu pertinentes.

**Une transparence au niveau des programmes climatiques et de durabilité**

Le fait que les programmes climatiques et de durabilité des laiteries soient eux aussi basés sur des calculs dont les bases méthodologiques échappent souvent à l'agriculteur et qu'ils sont finalement effectués sur la base d'une exploitation modèle - donc généralisée - pose problème.

**Soutenir l'engagement des entreprises individuelles**

La protection du climat et la réduction des émissions de GES nécessitent le recours à de nombreux leviers, tant au niveau de l'exploitation individuelle qu'au niveau politique. Chaque agriculteur peut et doit identifier, sur une base individuelle, les leviers les plus efficaces pour améliorer le bilan climatique de son exploitation. Mais sans une politique agricole qui soutienne ces contributions des agriculteurs au moyen de conditions-cadres pertinentes, celles-ci ne pourront pas avoir l'efficacité et l'efficace nécessaires.

**Payer pour les contributions à la protection du climat à travers le prix du produit**

Nos contributions à la protection du climat ont un prix qui doit, dans la mesure du possible (et tout comme c'est le cas dans d'autres secteurs), être payé à travers notre produit. Dans ce cadre, les certificats d'humus en tant que modèle commercial pour l'agriculture nous semblent critiques, car l'augmentation de l'humus est difficilement mesurable et constitue un processus de longue durée.

**Des fonds agricoles pour encourager les contributions à la protection du climat**

Des fonds agricoles seront encore nécessaires. Toutefois, ils ne doivent pas seulement servir de compensation, mais aussi d'incitation à fournir des contributions concrètes à la protection du climat, de l'environnement et de la nature.

**Éviter que les produits soient bradés grâce à un prix plus élevé et à une bonne gestion du marché**

Une production laitière durable n'est possible que si nos produits ne sont pas bradés et gaspillés. Ceci n'est possible qu'avec un prix plus élevé et une meilleure gestion du marché, en vue de parvenir à une production de lait cru davantage axée sur la demande réelle.

**Les laiteries doivent récompenser les contributions en**

Nous nous opposons à ce que les laiteries considèrent les contributions positives des agriculteurs en faveur du climat comme les leurs – sans les récompenser adéquatement.

## **faveur de la protection du climat**

### **Communiquer clairement la contribution positive apportée par les éleveurs laitiers**

Afin de développer des marchés pour des produits de substitution du lait à forte valeur ajoutée, on tolère une image de l'élevage laitier comme pollueur du climat (au minimum), une image qu'il faut corriger de toute urgence. Dans ce contexte, les contributions climatiques positives des éleveurs laitiers doivent également être communiquées de manière transparente et claire et ne doivent pas disparaître dans les bilans climatiques des laiteries.

### **Une représentation médiatique correcte des effets sur le climat**

Nous estimons qu'une présentation différenciée des effets climatiques de l'agriculture, et en particulier de l'élevage, est nécessaire dans les rapports médiatiques : Par exemple, l'alimentation n'est pas le principal levier de l'empreinte carbone des particuliers, comme le dépeint la presse, mais une réduction de ce que l'on appelle la « consommation diverse ».

### **Une vaste diversité d'exploitations, garantes d'une agriculture respectueuse du climat, résistante aux crises et assurant l'approvisionnement**

Pour une agriculture respectueuse du climat, nous avons besoin de la plus grande diversité possible d'exploitations, car cela permet de réduire les distances de transport, d'assurer la résistance aux crises et donc, et non des moindres, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire nécessaire même en période de crise. Il convient de maintenir le plus grand nombre possible d'exploitations conventionnelles et biologiques sur le territoire. Il convient de créer les bonnes conditions-cadres et de s'attaquer aux problèmes structurels du marché laitier. Pour cela, la politique doit s'activer.

### **Une réduction drastique du cheptel de vaches n'est pas nécessaire pour réduire les émissions**

Il n'est pas nécessaire de réduire drastiquement les cheptels de vaches pour réduire les émissions de méthane, car il existe des alternatives telles que les suppléments alimentaires qui réduisent les émissions. De même, les méthaniseurs, par exemple, permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre tels que le méthane dans l'atmosphère.

### **Des installations de méthanisation rentables et la promotion des mesures de réduction des émissions jouent un rôle important**

Les installations de méthanisation doivent pouvoir être exploitées de manière rentable afin d'y valoriser le lisier, le fumier et les restes de fourrage avec un minimum d'émissions. Différentes techniques et possibilités de réduction des dégagements de gaz des engrais agricoles – adaptées aux capacités de l'exploitation – doivent être promues. C'est le résultat mesurable qui compte.

### **Incitations financières pour la réduction des émissions de méthane**

Promouvoir la réduction des émissions par des incitatifs financiers rendus économiquement rentables est un levier important dans l'action climatique, produisant des résultats favorables concernant l'atténuation des effets du changement climatique.

De manière générale, il doit s'agir de solutions réalisables pour les producteurs (judicieuses, adaptées à la pratique) et les coûts encourus ainsi que les pertes de rendement des producteurs doivent être compensés ! À cet égard, inclure les éleveurs laitiers à la directive sur les émissions industrielles (IED) est à considérer comme compliqué.



**Empêcher le green washing en matière de séquestration du carbone**

Dans le cadre de l'ambition de l'UE d'une agriculture carbonée (*Carbon Farming*) où les certificats sont vendus par les producteurs à l'industrie, par exemple, sur un marché privé, il existe un risque de green washing de la part de l'industrie. En effet, celle-ci ne contribue pas activement à la lutte contre le changement climatique. La communauté devrait donc apporter un financement afin que les certificats ne soient pas simplement achetés par le secteur privé, ce qui ne revient à rien d'autre que de « payer pour se dédouaner » par autrui. Autrement, l'amélioration au niveau mondial sera moindre ! Le montant de la compensation financière doit au moins correspondre au montant des coûts encourus par le producteur.

Le système ne doit pas seulement tenir compte des nouvelles réductions réalisées par les exploitations, mais aussi de la gestion « à faible teneur en carbone » pratiquée jusqu'à présent par le producteur.

**Prendre en compte tous les maillons de la chaîne**

Dans le cadre de la réduction des émissions, les étapes en aval (transformation, distribution) doivent aussi obligatoirement travailler de manière intelligente en termes d'émissions – et pas seulement les producteurs !

**En cas d'augmentation de la production bio, la demande et la commercialisation doivent être assurées à un prix rémunérateur.**

Les études de coûts démontrent que le lait bio n'est pas produit de manière socialement plus durable que le lait conventionnel. En effet, le déficit en matière de coûts est également très élevé pour les producteurs. Dans de nombreux États membres, il n'y a pas assez de demande, de sorte qu'il y a un excédent chronique de lait bio sur le marché.

Afin de réaliser l'objectif de production bio dans l'UE (25 % de la totalité des surfaces d'ici 2030), il convient de garantir une demande suffisante et une commercialisation à un prix rémunérateur.

**Il faut trouver des solutions praticables pour réduire l'utilisation de pesticides et d'engrais**

Le caractère pratique et la viabilité économique jouent également un rôle important dans l'ambition de réduction des engrais et des pesticides. Dans ce contexte, les injonctions généralisées de réduction adressées aux producteurs sont inefficaces. Ces solutions doivent être applicables, c'est-à-dire raisonnables et adaptées à la pratique, et les coûts encourus ainsi que les pertes de rendement doivent être compensés.

***Nous, agriculteurs, avons tout intérêt à protéger le climat, car nous sommes directement concernés par les conséquences du changement climatique.***

***Nous défendons un secteur laitier diversifié, économiquement durable et socialement et socialement acceptable, au bénéfice de tous.***